

COMMENTAIRE HEBDOMADAIRE

Finances publiques américaines : entre les souhaits du président Trump et la réalité

Par Francis Généreux, économiste principal

« BALANCED BUDGET!!! DJT »

Ce cri du cœur exprimé par Donald Trump sur la plateforme Truth Social à 7 heures du matin le vendredi 7 février est plutôt difficile à déchiffrer. S'agissait-il d'un simple souhait? Était-ce une réelle directive à l'ensemble de l'appareil administratif et politique sous sa gouverne? Ou faut-il le voir comme une promesse destinée aux 9,3 millions de personnes qui le suivent sur ce réseau social et aux 341 millions d'Américains?

Dans tous les cas, la barre est haute pour les États-Unis. Le gouvernement fédéral a terminé l'exercice 2024 (au 30 septembre dernier) avec un déficit de 1 832,4 G\$ US (6,4 % du PIB). La situation s'est détériorée au cours des cinq premiers mois de l'exercice 2025 (débuté en octobre), où les déficits mensuels cumulés étaient 318,5 G\$ US plus élevés que pour les cinq premiers mois de l'exercice 2024.

Les lois en place au moment de l'inauguration de Donald Trump comme 47^e président des États-Unis ne pointaient pas non plus vers une amélioration importante. Le Congressional Budget Office (CBO) tablait en janvier dernier sur un déficit de 1 865 G\$ US au terme du présent exercice qui s'achèvera en septembre.

Pour l'exercice 2026, la situation serait possiblement un peu mieux avec un déficit prévu de 1 713 G\$ US. Mais cela est sur une base de lois actuelles et ne tient donc pas compte du prolongement complet, partiel ou même bonifié des baisses

d'impôt de 2017, qui devraient prendre fin le 31 décembre prochain. Une poursuite totale de celles-ci amènerait un déficit primaire supplémentaire d'au moins 232 G\$ US (avant les effets sur le service de la dette) pour l'exercice 2026, selon les estimations du CBO. Le gouvernement fédéral se rapprocherait ainsi d'un manque à gagner annuel de 2 000 G\$ US pour l'an prochain! C'est loin, très loin d'un budget équilibré! Sur dix ans, le coût de reconduction du prolongement des baisses d'impôt serait de 4 300 G\$ US.

Est-ce que le président Trump et la majorité républicaine du Congrès pourront renverser la vapeur? On sent les efforts de la Maison-Blanche, notamment du côté du « Department of Government Efficiency » (DOGE), mais la balle est plutôt dans la cour du Congrès.

Celui-ci planche sur un budget pour l'exercice 2026 avec, comme priorité, le renouvellement des baisses d'impôt de 2017. Mais il y a encore loin de la coupe aux lèvres et les étapes à franchir pour y arriver sont nombreuses.

Un *shutdown* évité

Il fallait avant tout résoudre la question du financement du gouvernement pour l'exercice en cours et ainsi éviter un *shutdown* qui risquait de sévir plus tôt ce mois-ci. Cela a été réglé par l'adoption d'une *continuing resolution* permettant le financement de la plupart des départements au niveau déjà en cours, en plus de quelques bonifications des dépenses

TABLE DES MATIÈRES

Réflexions de la semaine.....	1	À surveiller	4	Indicateurs économiques.....	6
-------------------------------	---	--------------------	---	------------------------------	---

Jimmy Jean, vice-président, économiste en chef et stratège • Randall Bartlett, économiste en chef adjoint
Benoît P. Durocher, directeur et économiste principal • Royce Mendes, directeur général et chef de la stratégie macroéconomique
Mirza Shaheryar Baig, stratège en devises étrangères • Marc-Antoine Dumont, économiste senior • Tiago Figueiredo, stratège macro
Francis Généreux, économiste principal • Florence Jean-Jacobs, économiste principale • Kari Norman, économiste • Oskar Stone, analyste
LJ Valencia, analyste économique

Desjardins, Études économiques : 514 281-2336 ou 1 866 866-7000, poste 5552336 • desjardins.economie@desjardins.com • desjardins.com/economie

NOTE AUX LECTEURS : Pour respecter l'usage recommandé par l'Office québécois de la langue française (OQLF), nous employons dans les textes et les tableaux les symboles k, M et G pour désigner respectivement les milliers, les millions et les milliards. **MISE EN GARDE :** Ce document s'appuie sur des informations publiques, obtenues de sources jugées fiables. Le Mouvement Desjardins ne garantit d'aucune manière que ces informations sont exactes ou complètes. Ce document est communiqué à titre informatif uniquement et ne constitue pas une offre ou une sollicitation d'achat ou de vente. En aucun cas, il ne peut être considéré comme un engagement du Mouvement Desjardins et celui-ci n'est pas responsable des conséquences d'une quelconque décision prise à partir des renseignements contenus dans le présent document. Les prix et les taux présentés sont indicatifs seulement parce qu'ils peuvent varier en tout temps, en fonction des conditions de marchés. Les rendements passés ne garantissent pas les performances futures, et les Études économiques n'assument aucune prestation de conseil en matière d'investissement. Les opinions et les prévisions figurant dans le document sont, sauf indication contraire, celles des auteurs et ne représentent pas la position officielle du Mouvement Desjardins. Copyright © 2025, Mouvement Desjardins. Tous droits réservés.

militaires (+6 G\$ US) et d'une baisse de 13 G\$ US d'autres dépenses (notamment en santé, éducation, logement et développement urbain, environnement et services sociaux)¹.

Et le plafond de la dette?

Si un arrêt partiel du gouvernement a pu être évité, la question du plafond n'a toutefois pas été résolue. Ce plafond a été atteint le 21 janvier et, depuis, le Trésor américain utilise des mesures spéciales afin de continuer de financer le gouvernement sans émettre de nouvelles dettes sur les marchés. Toutefois, ces mesures spéciales ont une limite, qui devrait être atteinte, selon le CBO, en août ou en septembre. Dans le cas où les besoins financiers du gouvernement sont plus grands que ce que prévoit le CBO, la date butoir pourrait même survenir aussi tôt qu'en mai. Afin d'éviter un défaut de paiement du gouvernement, le Congrès devra bientôt agir. Il pourrait profiter des projets de loi visant à établir le prochain budget. Si ceux-ci tardent trop, une autre loi devra être adoptée avant, probablement avec l'approbation de sénateurs démocrates (pour éviter un *filibuster*).

Vers un budget?

La question du *filibuster* est aussi un enjeu crucial pour l'adoption d'un budget à saveur républicaine pour l'exercice 2026. Il est plutôt clair que les principales promesses électorales des républicains et du président Trump ne pourront être adoptées au Sénat avec les 60 voix nécessaires pour éviter un blocage parlementaire des démocrates. Des processus (dits de réconciliation) pour passer outre cette contrainte existent, mais ils sont restreints.

Les premières bases de ce budget 2026 ont été posées par la majorité républicaine de la Chambre des représentants. En quoi consistent-elles? Selon le Committee for a Responsible Federal Budget et sur un horizon de dix ans (la période usuelle pour les lois et analyses budgétaires fédérales), le projet repose sur des dépenses supplémentaires de 300 G\$ US pour la défense, la sécurité intérieure et le secteur judiciaire. Du même souffle, on y retrouve des instructions de coupes budgétaires de près de 2 000 G\$ US (toujours sur dix ans), entre autres du côté de l'énergie et du commerce (-880 G\$ US, notamment en mettant fin à des mesures de l'administration Biden), de l'éducation et de la fonction publique (-330 G\$ US), en agriculture (-230 G\$ US, y compris les programmes d'aide alimentaires aux ménages moins fortunés). Il y a aussi des dépenses fiscales (ou baisses d'impôt) de 4 500 G\$ US sur dix ans, soit, grosso modo, le coût du prolongement des baisses d'impôt de 2017, incluant le service de la dette qui y serait associé. Pour le moment, il y a peu de place pour les autres baisses d'impôt promises par Donald Trump

pendant la [campagne électorale](#), dont la diminution de l'impôt sur les entreprises, les exclusions de l'impôt sur les pourboires, les heures supplémentaires ou les revenus de sécurité sociale (qui pourraient ensemble totaliser un coût de 3 550 G\$ US sur dix ans). Excluant la question des impôts de 2017 ou de nouvelles mesures fiscales, la proposition républicaine amènerait une baisse des déficits d'environ 1 700 G\$ US sur dix ans ou, en moyenne, 170 G\$ US par année. Étant donné l'ampleur des déficits existants ou prévisibles selon les lois actuelles, on est loin d'un équilibre!

Les républicains du Sénat ont aussi mis de l'avant leurs propres propositions. Toutefois, afin d'arriver à un processus de réconciliation visant à limiter le pouvoir d'obstruction des démocrates, ils devront plutôt travailler à partir de la version des représentants. Les efforts pour arriver à une seule proposition identique pour les deux chambres et satisfaisante pour le président se continueront donc au cours des prochaines semaines. Les leaders républicains espèrent ficeler le tout au début d'avril, mais cela semble peu réaliste.

DOGE et *Tariff Man* à la rescousse?

Ce qui a été proposé jusqu'à maintenant par le Congrès est clairement insuffisant pour tôt ou tard arriver à un équilibre budgétaire aux États-Unis, voire s'en approcher. Jusqu'à maintenant, les efforts de redressement financier semblent plutôt provenir de la Maison-Blanche, avec l'aide non conventionnelle d'Elon Musk ou de la politique commerciale.

Grand cas a été fait des tentatives de coupes budgétaires ou de réduction de la fonction publique par le DOGE, officieusement piloté par le haut dirigeant de Tesla et de SpaceX. Sous les auspices de modernisation des technologies de l'information permettant de déceler gaspillages et fraudes, plusieurs occasions d'épargne budgétaire semblent avoir été trouvées. Les [dernières compilations du DOGE](#) additionnent à 130 G\$ US l'ensemble des « coupes » effectuées. Toutefois, seulement 30 % de ces sommes sont présentement publiées et, depuis le début de l'exercice, plusieurs erreurs et exagérations ont été répertoriées. Le montant réel et vérifiable des épargnes serait possiblement bien plus mince, [même sous les 10 G\\$ US](#). De plus, c'est sans compter les arrêts de procédure exigés par différents tribunaux alors que la légalité constitutionnelle des actions du DOGE est remise en question.

Même si ces coupes vont de l'avant et qu'on les additionne aux autres décisions de l'administration Trump, notamment la suppression complète d'agences (aide étrangère, département de l'éducation...), ce réalignement de l'État imposé par le président Trump semble encore insuffisant pour rééquilibrer les finances publiques. De plus, les priorités du président Trump, notamment en lien avec l'immigration et la sécurité, pourraient entraîner des dépenses supplémentaires à ce qui est déjà prévu ou même proposé dans les projets budgétaires républicains.

¹ Cette loi empêche aussi les membres du Congrès de tenter de mettre fin aux déclarations d'urgence signées par Donald Trump le 1^{er} février qui justifiaient l'imposition de tarifs additionnels sur les importations en provenance de la Chine, du Mexique et du Canada.

Il faudra donc aller chercher plus de revenus. Mais, étant donné que le président et les républicains sont allergiques aux hausses d'impôt, cette solution est mort-née... À moins de la déguiser en politique commerciale.

Les tarifs sont, pour Donald Trump, la solution à tous les maux, y compris les maux budgétaires. Depuis longtemps, et particulièrement au cours de la récente campagne électorale, il propose les tarifs comme source de renouveau industriel américain, mais aussi de revenus substantiels pour le gouvernement fédéral. Tout cela en faisant miroiter, à tort, qu'ils seront payés par les étrangers (alors que ce sont normalement les importateurs américains qui paient ces frais auprès de l'agence frontalière américaine). Au cours de l'exercice budgétaire 2024, les droits de douane ont amené 83,7 G\$ US dans les coffres du gouvernement. Ce montant devrait augmenter considérablement. Si Donald Trump va de l'avant avec tout ce qu'il a déjà mis en place ou concrètement annoncé comme ajustement de la politique commerciale (hausse des tarifs envers la Chine, le Mexique et le Canada, ainsi que les tarifs supplémentaires sur l'acier et l'aluminium et sur les automobiles), mais sans compter les autres annonces qui devraient arriver au début d'avril, les droits de douane devraient quadrupler. Selon les hypothèses de nos plus récents scénarios économiques où les exemptions pour le Canada et le Mexique se terminent et où des tarifs dits de réciprocité équivalents à 25 % sont imposés en avril pour les autres pays, la somme perçue pourrait atteindre environ 800 G\$ US par année. Cela est toutefois un calcul statique basé sur le niveau d'importations de 2024. De tels tarifs vont normalement avoir une incidence négative sur le volume d'importations, en plus de nuire à la croissance économique (nos scénarios tablent sur une récession technique en 2025), et les revenus réalisés seront nécessairement plus bas. De plus, nos scénarios tablent sur une baisse des tarifs à partir de 2026.

La somme recueillie grâce aux tarifs ne serait quand même pas négligeable. Si on l'ajoute aux baisses de dépenses potentielles issues des actions du DOGE et, surtout, aux restrictions annoncées du rôle du gouvernement fédéral, on pourrait voir un effet total relativement important et perceptible sur le déficit. Mais, serait-ce assez pour arriver à un budget équilibré? Il semble que non. En étant très optimiste, on pourrait réduire le manque à gagner annuel d'environ 1 000 G\$ US, ce qui reste sous les déficits prévus et c'est sans compter le coût budgétaire de nouvelles baisses d'impôt.

BALANCED BUDGET? Pas encore, M. le président!

À surveiller

MARDI 1 avril - 10:00
Mars

Consensus	49,8
Desjardins	49,3

Février 50,3
JEUDI 3 avril - 10:00
Mars

Consensus	53,1
Desjardins	52,5

Février 53,5
VENDREDI 4 avril - 8:30
Mars

Consensus	120 000
Desjardins	160 000

Février 151 000
JEUDI 3 avril - 8:30
Février

Consensus	G\$ 3,50
Desjardins	4,00

Janvier 3,97

ÉTATS-UNIS

Indice ISM manufacturier (mars) – L'ISM manufacturier a légèrement diminué en février, tout en demeurant au-dessus de la barre de 50. Toutefois, la modeste variation de l'indice total cache une baisse prononcée de la composante liée aux nouvelles commandes. De plus, on sent, à la lecture des commentaires des différents répondants à l'enquête, que le degré de nervosité envers la politique commerciale de l'administration Trump était très élevé. Cela pourrait se manifester par une diminution de l'indice ISM manufacturier dès le mois de mars. Il pourrait ainsi revenir sous la barre de 50. C'est aussi ce que signalent les récents mouvements des indices manufacturiers régionaux. On prévoit que l'ISM manufacturier passera à 49,3. Il sera à nouveau intéressant de bien surveiller les composantes liées aux nouvelles commandes, aux commandes à l'exportation et à l'importation ainsi que l'évolution de la composante associée aux prix payés.

Indice ISM services (mars) – L'ISM non manufacturier demeure assez stable et solide depuis l'automne dernier. Il a même gagné 0,7 point en février malgré la fragilité de plusieurs indicateurs économiques. Cela dit, les signes de nervosité face à la politique commerciale de la Maison-Blanche étaient aussi bien présents dans les commentaires issus en février. On s'attend à une diminution de l'ISM services en mars. C'est le signal que procurent les indices régionaux ainsi que les indices de confiance des consommateurs. Contrairement, à l'ISM manufacturier, l'ISM services devrait demeurer au-delà de la barre de 50.

Création d'emplois non agricoles (mars) – Les embauches se sont accélérées en février par rapport à janvier, mais le gain mensuel d'emplois demeure plus modeste que ce qu'on pouvait voir à la fin de 2024. On s'attend à un autre mois de progression modeste du nombre total de travailleurs en mars. En fait, les indicateurs déjà disponibles ainsi que les principales nouvelles offrent un portrait plutôt flou. D'un côté, les demandes d'assurance-chômage sont demeurées très stables au cours du mois, après une hausse éphémère à la mi-février. Étonnamment, on voit aussi une certaine stabilisation de la confiance des consommateurs envers le marché du travail en mars, et ce, malgré la détérioration marquée d'autres composantes relatives à l'humeur des ménages. Parmi les zones d'ombres, il y a la question de la fonction publique fédérale, où des coupes sont toujours annoncées, mais souvent renversées par les tribunaux et la date d'effet des cessations d'emploi n'est pas claire. Tout cela indique que le niveau mensuel d'embauches nettes est probablement demeuré relativement stable en mars par rapport au mois précédent. Cela dit, la balance des risques semble surtout pencher vers une croissance plus faible. Le taux de chômage devrait demeurer à 4,1 %.

CANADA

Balance commerciale (février) – Le Canada a probablement conservé un surplus commercial important en février grâce à des exportations plus nombreuses vers les États-Unis. La dépréciation du dollar canadien a vraisemblablement eu des répercussions sur le solde commercial, gonflant le volume des exportations et les prix des importations. Nous prévoyons également une modeste hausse des volumes d'importation au Canada, probablement en raison d'un léger sursaut des ventes de véhicules automobiles. En effet, les données commerciales préliminaires aux États-Unis montrent une progression notable des exportations de véhicules automobiles. Notre prévision comporte beaucoup d'incertitude, compte tenu de la menace des barrières tarifaires américaines, lesquelles pourraient entraîner une augmentation ou une diminution imprévue du solde commercial.

VENDREDI 4 avril - 8:30
Mars

Consensus	15 600
Desjardins	10 000

Février 1 100
DIMANCHE 30 mars - 21:30
Mars

Consensus	nd
-----------	----

Février 51,1
MARDI 1 avril - 5:00
Mars

Consensus	a/a
	2,2 %

Février 2,3 %

Création d'emplois (mars) – Les embauches ont probablement rebondi légèrement en mars au Canada, avec la création de 10 000 nouveaux emplois. Un résultat légèrement inférieur à la moyenne ne surprendra pas étant donné l'instauration de tarifs douaniers. Les enquêtes de la Banque du Canada suggèrent que moins d'entreprises cherchent à augmenter leur masse salariale en raison de l'incertitude accrue entourant le commerce avec les États-Unis. Cela dit, la croissance démographique a probablement continué de ralentir elle aussi, ce qui devrait exercer une pression à la baisse sur le taux de chômage. Selon nous, celui-ci n'augmentera que d'un dixième de point pour atteindre 6,7 %.

OUTRE-MER

Chine : Indice PMI composite (mars) – L'indice PMI composite chinois évolue en dent de scie depuis maintenant quatre mois consécutifs et s'est établi à 51,1 en février. Le pire de la crise immobilière qui sévit en Chine depuis décembre 2021 semble désormais être passé et la situation s'améliore graduellement. Cela dit, le chemin vers un retour à la normale sera long et parsemé d'embûches. Le marché immobilier chinois demeure fragile et les indices de confiance, tant des consommateurs que des entreprises, demeurent largement sous leur niveau d'avant la crise. Pour les prochains mois, l'indice PMI manufacturier sera à surveiller alors que les exportations chinoises font face à une montée importante des tarifs douaniers américains. De plus, la fin des festivités du Nouvel An lunaire signifie le retour au calendrier habituel des publications des indicateurs économiques, ce qui permettra une meilleure lecture de la conjoncture économique en Chine.

Zone euro : Indice des prix à la consommation (mars – préliminaire) – Après une modeste tendance haussière qui s'est manifestée de septembre à janvier, l'inflation eurolandaise s'est modérée en février. La variation annuelle de l'IPC total est passée de 2,5 % en janvier à 2,3 % en février. L'inflation de base est passée de 2,7 % à 2,6, ce qui est son plus bas taux depuis octobre 2021. La situation semble encourageante, mais elle est surtout due à des effets arithmétiques favorables alors que les variations mensuelles se sont plutôt accélérées. Ces effets favorables devraient encore être présents en mars et il est possible que les taux d'inflation total et de base passent sous les 2 %.

Indicateurs économiques

Semaine du 31 mars au 4 avril 2025

Jour	Heure	Indicateur	Période	Consensus		Données précédentes
ÉTATS-UNIS						
LUNDI 31	9:45	Indice PMI de Chicago	Mars	45,5	45,0	45,5
MARDI 1	---	Ventes d'automobiles (taux ann.)	Mars	15 900 000	16 750 000	16 000 000
	9:00	Discours du président de la Réserve fédérale de Richmond, T. Barkin				
	10:00	Dépenses de construction (m/m)	Févr.	0,2 %	0,4 %	-0,2 %
	10:00	Indice ISM manufacturier	Mars	49,8	49,3	50,3
MERCREDI 2	10:00	Nouvelles commandes manufacturières (m/m)	Févr.	0,4 %	0,6 %	1,7 %
	16:30	Discours d'une gouverneure de la Réserve fédérale, A. Kugler				
JEUDI 3	8:30	Demandes initiales d'assurance-chômage	24 - 28 mars	nd	228 000	224 000
	8:30	Balance commerciale – biens et services (G\$ US)	Févr.	-110,0	-123,5	-131,4
	10:00	Indice ISM services	Mars	53,1	52,5	53,5
	12:30	Discours d'un vice-président de la Réserve fédérale, P. Jefferson				
	14:30	Discours d'une gouverneure de la Réserve fédérale, L. Cook				
VENDREDI 4	8:30	Création d'emplois non agricoles	Mars	120 000	160 000	151 000
	8:30	Taux de chômage	Mars	4,1 %	4,1 %	4,1 %
	8:30	Salaire horaire moyen (m/m)	Mars	0,3 %	0,3 %	0,3 %
	8:30	Heures hebdomadaires travaillées	Mars	34,2	34,2	34,1
	11:25	Discours du président de la Réserve fédérale, J. Powell				
	12:00	Discours d'un vice-président de la Réserve fédérale, M. Barr				
	12:45	Discours d'un gouverneur de la Réserve fédérale, C. Waller				
CANADA						
LUNDI 31	---	---				
MARDI 1	---	---				
MERCREDI 2	---	---				
JEUDI 3	8:30	Balance commerciale (G\$)	Févr.	3,50	4,00	3,97
VENDREDI 4	8:30	Création d'emplois	Mars	15 600	10 000	1 100
	8:30	Taux de chômage	Mars	6,7 %	6,7 %	6,6 %

NOTE : Desjardins, Études économiques participe à toutes les semaines au sondage de la maison Bloomberg pour le Canada et les États-Unis. Environ 15 économistes sont consultés pour le sondage au Canada et près d'une centaine du côté américain. Les simplifications m/m, t/t et a/a correspondent respectivement à des variations mensuelles, trimestrielles et annuelles. À la suite du trimestre, les simplifications p, d et t correspondent respectivement à première estimation, deuxième estimation et troisième estimation. Les heures indiquées sont à l'heure avancée de l'Est (GMT -4 heures).  Prévisions de Desjardins, Études économiques du Mouvement Desjardins.

Indicateurs économiques

Semaine du 31 mars au 4 avril 2025

Pays	Heure	Indicateur	Période	Consensus		Données précédentes	
				m/m (t/t)	a/a	m/m (t/t)	a/a
OUTRE-MER							
DIMANCHE 30							
Japon	19:50	Production industrielle – préliminaire	Févr.	2,0 %	1,2 %	-1,1 %	2,2 %
Japon	19:50	Ventes au détail	Févr.	-0,2 %	2,5 %	1,2 %	4,4 %
Chine	21:30	Indice PMI composite	Mars	nd		51,1	
Chine	21:30	Indice PMI manufacturier	Mars	50,4		50,2	
Chine	21:30	Indice PMI non manufacturier	Mars	50,5		50,4	
LUNDI 31							
Allemagne	2:00	Ventes au détail	Févr.	0,0 %	0,5 %	0,3 %	3,8 %
Italie	5:00	Indice des prix à la consommation – préliminaire	Mars	0,0 %	1,6 %	0,2 %	1,6 %
Allemagne	8:00	Indice des prix à la consommation – préliminaire	Mars	0,3 %	2,2 %	0,4 %	2,3 %
Japon	19:30	Taux de chômage	Févr.	2,5 %		2,5 %	
Japon	19:50	Indice Tankan des grands manufacturiers	T1	12		14	
Australie	23:30	Réunion de la Banque de réserve d'Australie	Avril	4,10 %		4,10 %	
MARDI 1							
Royaume-Uni	2:00	Prix des maisons – Nationwide	Mars	0,2 %	4,2 %	0,4 %	3,9 %
Italie	3:45	Indice PMI manufacturier	Mars	48,0		47,4	
France	3:50	Indice PMI manufacturier – final	Mars	48,9		48,9	
Allemagne	3:55	Indice PMI manufacturier – final	Mars	48,3		48,3	
Zone euro	4:00	Indice PMI manufacturier – final	Mars	48,7		48,7	
Royaume-Uni	4:30	Indice PMI manufacturier – final	Mars	44,6		44,6	
Zone euro	5:00	Indice des prix à la consommation – préliminaire	Mars	0,6 %	2,2 %	0,4 %	2,3 %
Zone euro	5:00	Taux de chômage	Févr.	6,2 %		6,2 %	
MERCREDI 2							
Japon	20:30	Indice PMI composite – final	Mars	nd		48,5	
JEUDI 3							
Italie	3:45	Indice PMI composite	Mars	51,7		51,9	
Italie	3:45	Indice PMI services	Mars	52,5		53,0	
France	3:50	Indice PMI composite – final	Mars	47,0		47,0	
France	3:50	Indice PMI services – final	Mars	46,6		46,6	
Allemagne	3:55	Indice PMI composite – final	Mars	50,9		50,9	
Allemagne	3:55	Indice PMI services – final	Mars	50,2		50,2	
Zone euro	4:00	Indice PMI composite – final	Mars	50,4		50,4	
Zone euro	4:00	Indice PMI services – final	Mars	50,4		50,4	
Royaume-Uni	4:30	Indice PMI composite – final	Mars	52,0		52,0	
Royaume-Uni	4:30	Indice PMI services – final	Mars	53,2		53,2	
Zone euro	5:00	Indice des prix à la production	Févr.	0,3 %	2,8 %	0,8 %	1,8 %
VENDREDI 4							
Allemagne	2:00	Commandes manufacturières	Févr.	3,5 %	1,5 %	-7,0 %	-2,6 %
France	2:45	Production industrielle	Févr.	0,5 %	-1,2 %	-0,6 %	-1,6 %

Note : Contrairement au Canada et aux États-Unis, la divulgation des chiffres économiques outre-mer se fait de façon beaucoup plus approximative. La journée de publication des statistiques est donc indicative seulement. Les simplifications m/m, t/t et a/a correspondent respectivement à des variations mensuelles, trimestrielles et annuelles. (SA) : ajusté pour les saisonnalités, (NSA) : non ajusté pour les saisonnalités. Les heures indiquées sont à l'heure avancée de l'Est (GMT -4 heures).